

## Moins de plus. Plus de mieux

### Congrès de lancement – 11 janvier 2020

**Il était une fois...** Il était une fois il y a 75 ans un pays libéré, un pays à reconstruire.

Travailleurs et patrons ont uni leurs efforts dans un but commun : relancer l'économie, assurer la prospérité et offrir un confort matériel sans précédent à chacun. Les travailleurs se sont mis au service des entreprises. Ils ont accepté des tâches peu intéressantes comme le travail à la chaîne. En retour, les patrons ont augmenté les salaires et les cotisations ont permis le développement de la sécurité sociale. Tout le monde était gagnant.

Ce pacte social a été synonyme d'âge d'or. Trente années de forte croissance économique ont changé nos conditions de vie. La télévision, le lave-vaisselle, la voiture sont entrés dans le quotidien des familles.

Au-delà du confort, **la consommation est devenue un mode de vie**, un projet de société.

Pour beaucoup de gens, le travail a été réduit à un moyen d'avoir des revenus. C'est dans ses loisirs, dans sa consommation que l'on a commencé à chercher sa raison de vivre.

Mais dès les années 70, le Club de Rome attire pour la première fois l'attention sur la question écologique : à force de produire et de consommer toujours plus, nous allons finir par épuiser les ressources de la Terre. Ressources naturelles exploitées à bas prix par les pays occidentaux grâce à leurs colonies, leur domination sur le Tiers monde.

Pays pétroliers en tête, les pays colonisés vont vouloir s'émanciper. Le prix du pétrole et des matières premières explose. C'est la fin des Trente Glorieuses. C'est la crise. Les dettes publiques s'envolent. Nous continuons d'ailleurs à les rembourser aujourd'hui.

La société de consommation va pourtant rebondir avec l'effondrement de l'URSS. Sans modèle concurrent, **le capitalisme devient mondial** et est soutenu par une nouvelle révolution, celle des technologies de l'information et de la communication. Renouer avec le progrès matériel est possible. Cela passe par la production des biens de base là où la main d'œuvre est bon marché et par le fait d'attirer des investisseurs chez nous.

Un nouveau compromis va ainsi émerger durant les années 90. Gauche et droite, parfois avec conviction, parfois par réalisme, s'entendent sur un même objectif : renforcer notre compétitivité.

Dans une économie mondialisée, il faut accepter la concurrence fiscale, limiter les coûts, les cotisations sociales notamment. **Les inégalités augmentent**, mais on l'accepte parce que cela permet de préserver la croissance. Une croissance moins forte qu'hier, mais une croissance tout de même.

Cela permet de soutenir l'emploi et de maintenir l'essentiel de la sécurité sociale. Si les travailleurs qualifiés sont protégés, on ne peut pas en dire autant des autres. Les délocalisations, ou la simple possibilité de celles-ci, les condamnent au chômage ou à la modération salariale.

Le système tient néanmoins. Il n'y a pas d'explosion sociale. Parce que, dans une société de consommation, le plus important ce ne sont pas les conditions de travail. C'est de pouvoir consommer.

Or, la magie de la mondialisation, c'est qu'elle donne accès à une abondance de biens à bas prix. Du t-shirt à 3 euros aux fraises en hiver, en passant par les écrans de télévision toujours plus grands et les

vacances à l'étranger, le pouvoir d'achat de la classe moyenne augmente au même rythme que ses désirs, suscités par l'omniprésence du marketing. **Tant que je peux consommer**, adopter les modes de vie promus par les médias de masse – ou, du moins, une copie pas trop pâle de ceux-ci –, **j'ai le sentiment d'appartenir à la société.**

La version néolibérale de la société de consommation a ainsi succédé à la version sociale-démocrate. Mais elle n'est pas plus soutenable que la première. Devenu mondial, le capitalisme épuise les ressources naturelles et déstabilise le climat.

Pourtant ce n'est pas la question écologique qui fait exploser le modèle.

C'est son cœur, le système financier, qui lâche. Pour une raison simple à comprendre : les inégalités augmentent, les revenus de nombreux travailleurs stagnent, voire régressent. La seule solution pour qu'ils puissent continuer à consommer, c'est l'endettement. L'endettement privé dans certains pays, l'endettement public dans d'autres. Les deux souvent.

Les crises financières éclatent – la crise des subprimes d'abord, celle des dettes publiques ensuite –, et elles font disparaître la confiance dans l'avenir.

Cela fait dix ans que nous sommes en crise, dix ans que les banques centrales injectent de l'argent, dix ans qu'aucune solution structurelle n'est apportée. **Dix ans que l'on manque d'imagination.**

Et pendant ce temps, le réchauffement climatique s'aggrave, la population vieillit, le sentiment d'injustice se généralise et le populisme monte...

Comment s'étonner dès lors qu'une écrasante majorité de personnes pensent que **nos enfants vivront moins bien que nous demain** ?

Et elles auront raison. Elles auront raison si l'on reste passif. Si l'on continue à s'accrocher à un passé qui n'est déjà plus notre présent. Vouloir avoir toujours plus aujourd'hui demande de prendre aux autres. Poursuivre dans cette voie, c'est choisir de diviser la société, d'opposer les groupes sociaux, de renforcer les tensions sociales. Au final, nous serons tous perdants.

Cela ne veut pas dire que l'on doit se résigner, que l'on doit renoncer au progrès. Jouer sur les peurs, annoncer la fin du monde et l'effondrement de la société, c'est se condamner à voir deux camps se faire face. Ceux qui sont persuadés d'avoir raison et qui s'autorisent des moyens radicaux pour « sauver l'humanité » ; et ceux qui se replient sur eux-mêmes, ne veulent pas renoncer à leur confort, et voient dans la radicalité des autres la justification de leur aveuglement.

**A la peur, préférons l'espoir.** Il ne tient qu'à nous de faire d'autres choix.

S'il n'est plus souhaitable de vouloir toujours « plus », rien ne nous empêche de vouloir « mieux ».

Nous pouvons créer un nouveau modèle, un modèle dans lequel chacun sent qu'il vivra mieux demain. Nous pouvons nous entendre sur un nouveau contrat social. Nous pouvons **chercher le progrès dans une croissance qualitative plutôt que quantitative.**

Nous avons un an pour débattre et définir ensemble ce que « vivre mieux » peut signifier concrètement. Notre alimentation par exemple. L'industrialisation de l'alimentation pose question, de plus en plus de personnes rejettent ce modèle. De nombreux problèmes de santé ne s'expliquent plus par une dénutrition, mais par une consommation excessive d'aliments de mauvaise qualité. Privilégier une agriculture et une alimentation de qualité est l'une des politiques de santé les plus efficaces possibles.

Investir dans la qualité des biens et des produits peut aussi être une stratégie économique, une source d'innovations et de nouveaux marchés pour nos entreprises. La Commission européenne l'a d'ailleurs bien compris, en **faisant de la lutte contre le réchauffement climatique le nouveau moteur du projet européen**.

Encore faut-il que l'on dépasse les discours sans nuance. Contrairement à ce que prétendent les verts les plus vifs, les innovations technologiques sont indispensables pour améliorer notre efficacité énergétique. Mais, contrairement à ce qu'espèrent les conservateurs libéraux, cela ne signifie pas que l'on ne doit rien changer à nos modes de vie, de production et de consommation.

Privilégier la qualité, c'est aussi vouloir **reprendre le temps**.

Du temps pour ses proches, sa famille, ses amis. Ou simplement pour soi. Ne plus avoir l'impression de courir après on ne sait plus très bien quoi.

Ce temps, très concrètement, c'est notamment en apportant enfin des solutions à nos problèmes de mobilité que nous pourrons le retrouver. Voilà un sujet sur lequel nous devons apporter des solutions innovantes.

Privilégier la qualité, c'est également redonner du sens à son emploi.

Nous avons tous besoin de gagner notre vie, mais nous passons trop de temps à travailler pour accepter que notre vie professionnelle ne soit pas aussi un lieu où l'on se réalise, où l'on se sent utile, où l'on a l'impression de faire quelque chose qui a du sens.

Privilégier la qualité, c'est donner à chacun le sentiment qu'il appartient à la société non en consommant, mais en participant. Que ce soit par son travail ou par ses engagements. Une société du « mieux » est une société où chacun s'efforce de contribuer au bien-être commun. Une société où la valeur d'une personne dépend de ce qu'elle réalise, de ce qu'elle apporte aux autres et à la collectivité, pas de ce qu'elle possède.

Chers amis, Chères amies,

Préférer « mieux » à « plus », la qualité à la quantité, ce ne sont pas que des mots. C'est **changer notre regard sur le monde**. Modifier nos préférences. Reconnaître que nous faisons face à des dilemmes et que nous devons nous demander collectivement ce qui est réellement important pour nous.

Notre société est à réinventer, un nouveau pacte social est à définir. **Un pacte pour « vivre mieux demain »** ! Soyons porteurs de cet élan. Mettons-nous en mouvement. Proposons un discours positif et inspirons la confiance en l'avenir afin que chacun ait la conviction qu'il fera beau demain.